

République du Congo
Mission du Fonds Monétaire International
Du 20 Février au 8 Mars 2017

Une mission¹ du Fonds Monétaire International (FMI) s'est rendue à Brazzaville du 20 février au 8 mars 2017 pour ouvrir et conclure des négociations bilatérales avec la République du Congo afin de mieux structurer l'ajustement de la République du Congo dans le contexte des efforts régionaux, tel que stipulé à l'article 13 du communiqué du Sommet des Chefs d'État de la CEMAC le 23 décembre 2016. La mission a contribué à la réflexion en cours sur l'évaluation de la situation économique et financière en 2016 et des perspectives pour 2017 et le moyen terme.

Cet Aide-Mémoire résume les conclusions préliminaires de la mission.

La baisse des prix internationaux du pétrole inflige des difficultés considérables à l'économie de la République du Congo, qui s'est fortement contracté en 2016. Le choc pétrolier est intervenu pendant que les autorités déployaient des efforts considérables visant à améliorer la base infrastructurelle du pays, augmenter les salaires des fonctionnaires et améliorer les conditions de vie des populations, surtout les plus vulnérables.

Après un fléchissement significatif en 2015, la croissance économique est devenue négative en 2016, pour la première fois depuis plusieurs années.

1. **Selon les estimations préliminaires de la mission, la croissance économique s'est établie à -2,7 pourcent en 2016, avec une baisse de 3,3 pourcent de l'activité économique non pétrolière.** La croissance a été négative dans tous les secteurs, à l'exception notable de l'agriculture. L'activité dans le secteur de la foresterie, la deuxième source de recettes d'exportation de la République du Congo, s'est également contractée. Les discussions avec le secteur privé formel suggèrent une baisse plus prononcée du chiffre d'affaires et des licenciements importants dus à la baisse des prix du pétrole, à la baisse de la demande publique et à l'accumulation des arriérés du gouvernement. En dépit de la baisse marquée de la croissance et de la demande publique et privée, l'inflation a augmenté au cours du premier semestre de 2016 à cause de la perturbation du transport de marchandises liée aux problèmes de sécurité.

- **Malgré les efforts d'ajustement significatif des autorités, la perte des réserves internationales s'est accélérée en 2016.** Les chiffres préliminaires de l'exécution du budget montrent un ajustement important du déficit budgétaire primaire hors pétrole qui est passé de 47,8 du PIB non pétrolier (29,0 pourcent du PIB total) en 2015 à 39,9

¹ La mission était composée de Mr. Abdoul Aziz Wane (chef de mission), Mme. Luisa Charry, Mr. Mohamed Babatunde Gado, Mr. Guy Jenkinson, Mr. Charalambos Tsangarides, Mr. Phillippe Egoume Bossogo, Mr. Klaus Hellwig, et de Mr. Jules Tchicaya-Gondhet de Trebaud (bureau de la représentation résidente du FMI à Brazzaville).

pourcent du PIB non pétrolier (25,5 pourcent du PIB total) en 2016. Les recettes du gouvernement ont baissé de façon significative en valeur nominale, mais le gouvernement a réduit de moitié, à 14,3 pourcent du PIB non pétrolier, l'effort d'investissement financé sur ressources domestiques. La croissance du crédit à l'économie s'est également ralentie de façon significative. En conséquence, les réserves internationales imputées au Congo ont baissé de 1.380 milliards de francs CFA en 2015 à 519 milliards de francs CFA, ne couvrant plus que deux mois d'importations.

- **En dépit de l'ajustement budgétaire, le gouvernement a accumulé des arriérés importants vis-à-vis de ses créanciers.** Les arriérés extérieurs, estimés à 56,2 milliards de FCFA, sont dus à cinq créanciers bilatéraux, quatre multilatéraux et de nombreux créanciers commerciaux. Selon des indications préliminaires du secteur privé formel, des arriérés intérieurs encore plus importants ont été accumulés en 2016.
- **Les pressions sur la liquidité des banques et sur la santé du système financier ont augmenté.** Les créances en souffrance ont augmenté de 30 pourcent, tandis que le ratio de couverture a diminué. Moins de la moitié des banques du système respectent toutes les normes prudentielles. Les prêts improductifs et les créances douteuses ont augmenté à mesure que l'accumulation des arriérés du gouvernement a eu une incidence négative sur les bilans des entreprises privées.

La croissance économique devrait retrouver progressivement son niveau de long terme, si les déséquilibres macroéconomiques sont corrigés rapidement pour maintenir et renforcer la confiance des investisseurs.

- **La croissance du secteur non pétrolier est prévue à -0,5 pourcent en 2017 et devrait continuer à augmenter.** La prévision reflète l'effet de l'ajustement budgétaire nécessaire pour restaurer la confiance des investisseurs et l'impact positif des investissements passés sur la croissance. En particulier, l'achèvement récent des projets d'infrastructure tels que les 1.100 kilomètres de route reliant Pointe Noire, Brazzaville et Ouesso, aura des effets durables sur l'économie. L'augmentation rapide des investissements dans le pétrole devrait ralentir dans la mesure où les grands projets pétroliers sont sur le point de commencer la production. La croissance à moyen terme devrait atteindre environ 3 pourcent en moyenne.
- **Ces projections de croissance se fondent sur un ajustement budgétaire significatif.** Cet ajustement est nécessaire pour porter les réserves internationales de la République du Congo à 3 mois d'importation en 2019, en ligne avec les objectifs régionaux. En plus de l'objectif régional sur les réserves, l'ajustement est nécessaire pour réhabiliter les finances publiques et assurer la soutenabilité de la dette, améliorer la confiance des investisseurs et la capacité de l'économie à sécréter suffisamment de

ressources pour les investissements dans le capital physique et humain. Pour atteindre ces objectifs, le déficit budgétaire primaire hors pétrole devrait baisser de 39,9 pourcent du PIB hors pétrole en 2016 à 13,5 pourcent du PIB hors pétrole en 2017. Un retard dans la mise en œuvre de cet ajustement aurait des conséquences néfastes pour l'économie. Retarder l'ajustement permettra de maintenir la croissance à court terme, mais les réserves imputées de la République du Congo pourraient être complètement épuisées dans les 12 prochains mois et le poids de la dette deviendrait rapidement insoutenable. La croissance fléchirait alors rapidement et les solutions de sortie d'une telle crise jointe de la dette et des réserves seraient beaucoup plus difficiles à formuler et mettre en œuvre.

- **Compte tenu de l'ampleur de la réduction nécessaire du déficit, des efforts soutenus sont requis tant au niveau des recettes qu'à celui des dépenses.** Au niveau des recettes, la mission a pris bonne note du potentiel fiscal existant, notamment dans le domaine des exonérations. Elle a encouragé les autorités à déployer tous les efforts nécessaires pour exploiter ce potentiel, en particulier à travers une élimination des exonérations exceptionnelles ou discrétionnaires. Elle estime qu'une amélioration des recettes non pétrolières de 1½ de pourcentage du PIB est possible en 2017 déjà si des efforts soutenus sont mis en œuvre. Une rationalisation des dépenses budgétaires financées sur ressources domestiques devra donc être réalisée pour dégager environ 8,7 pourcent du PIB non pétrolier. Par ailleurs, la mission suppose que toutes les dépenses publiques seraient exécutées exclusivement à travers le budget de l'État.
- **Un besoin de financement résiduel de 1.053 milliards de francs CFA (environ 1,7 milliards de dollars américains) se dégage après cet effort d'ajustement.** Ce besoin de financement pour 2017-2020 devrait être couvert pour éviter un ajustement trop brutal et assurer que les dépenses prioritaires d'investissement et celles des secteurs sociaux (santé, éducation, filets sociaux, etc.) sont couverts de manière adéquate. La couverture de ce besoin par des financements adéquats devra également permettre de repayer les arriérés extérieurs et en partie les arriérés intérieurs. La finalisation d'un échéancier de remboursement des arriérés intérieurs et un remboursement partiel en 2017 donnerait un signal positif fort aux investisseurs. Ce besoin de financement ne comprend cependant pas les besoins de recapitalisation des banques publiques qui devront être évalués en consultation avec les organisations régionales de supervision bancaires. Les difficultés financières qui perdurent au niveau de plusieurs entités publiques (compagnies aériennes publiques, compagnies ferroviaires, fonds de sécurité sociale, etc.) représente des sources supplémentaires de risques budgétaires.

Le risque de surendettement du Congo, qui était estimé "modéré" lors de la dernière évaluation faite en 2015 par le FMI et la Banque Mondiale, pourrait être plus négative lors de la prochaine évaluation. La mission du FMI a discuté avec les autorités une Analyse

de la Viabilité de la Dette (AVD) préliminaire. Le risque de surendettement de la République du Congo pourrait être classé comme "en détresse", si les arriérés accumulés depuis 2016 demeurent impayés et si l'effort d'ajustement n'est pas fait immédiatement pour faire baisser la dette publique par rapport à la capacité de l'économie. L'analyse de la dette a également montré que le service de la dette extérieure sur les quatre prochaines années représente plus de 2 milliards de dollars américains, soit un tiers des recettes hors pétrole et plus d'un cinquième des recettes totales collectées sur ces prochaines années.

La mission du FMI a réaffirmé aux autorités Congolaises les engagements pris par la Directrice Générale du FMI auprès des Chefs d'État à Yaoundé. En particulier, elle a réitéré la disponibilité des services du FMI à appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre d'un programme de rétablissement des équilibres extérieurs de la région tout en promouvant les dépenses sociales et l'investissement public. Elle a encouragé les autorités à faire les efforts nécessaires pour permettre au Chef de l'État de continuer à jouer le rôle de leader que ses pairs lui ont confié pour la formulation et la mise en œuvre de mesures de rétablissement les équilibres extérieurs de la CEMAC et relancer la croissance. La mission a insisté sur la préservation des investissements prioritaires dans le court terme et l'augmentation des dépenses sociales. Elle a également indiqué que le rééquilibrage des comptes budgétaires permettra d'améliorer de façon significative les perspectives de développement économique et social et les conditions de vie des populations, surtout les plus démunies.

La mission a encouragé les autorités à améliorer les statistiques économiques et financières. En particulier, la mission a noté les faiblesses notoires au niveau des statistiques sur les comptes nationaux qui ont ralenti les travaux de la mission et qui augmentent de façon notable l'incertitude autour des estimations de la mission. La mission a discuté les besoins d'assistance technique et invite les autorités à préciser ces besoins et à les soumettre aux départements concernés du FMI.

La mission a regretté la non mise à disposition de certaines informations cruciales portant sur les transactions financières de l'État liées au pétrole. Elle a demandé à plusieurs reprises, en vain, la situation du compte du gouvernement en Chine qui reçoit une partie des recettes de la vente du pétrole en Chine et finance l'exécution de projets en République du Congo. Elle a aussi demandé, sans réponse positive, le bilan financier de la SNPC. Il en va de même concernant le récent prêt consenti par Afreximbank. Elle prend note de la réponse des autorités que ces informations doivent être fournies par le ministre des finances qui était absent pendant de la mission. Elle espère recevoir ces informations dès que possible afin de finaliser l'évaluation des perspectives économiques et financières.

La mission prend note de la volonté des autorités à poursuivre et finaliser rapidement les discussions. Les autorités ont indiqué que dans les 10 prochains jours, elles proposeront un calendrier pour finaliser les discussions avec le FMI dans le contexte de l'ajustement au niveau régional. Les autorités ont indiqué qu'elles sont disposées à venir à au siège du FMI à Washington pour clore les discussions rapidement.

La mission a été reçue en audience par le Premier Ministre, son Excellence Monsieur Clément Mouamba. Elle a rencontré le Ministre d'Etat de l'Économie, du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, M. Ondongo; le Ministre de la Planification, de la Statistique et de l'Intégration, Mme Ebouka-Babackas, Ministre par intérim des Finances; le Ministre de l'aménagement du territoire et des grands travaux, M. Bouya ; le Ministre de la Santé et de la Population, Mme. Mikolo ; le Ministre des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité, Mme. Dinga-Dzondo ; et de hauts fonctionnaires des ministères de l'économie, des finances, du plan, de la Direction nationale de la BEAC, ainsi que des représentants du secteur privé et des partenaires au développement.

Tableau 1. République du Congo: Principaux indicateurs économiques et financiers, 2013-21

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
	Est.				Projections					
	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)									
Production et prix										
PIB à prix constants	3.3	6.8	2.6	-2.7	0.6	8.8	1.5	2.9	2.4	
Pétrolier	-10.3	3.5	-6.8	-0.5	4.5	33.1	-3.4	1.7	-1.0	
Non-pétrolier	8.2	7.9	5.3	-3.3	-0.5	2.1	3.2	3.4	3.5	
PIB aux prix courants	-0.6	0.5	-27.3	-6.8	9.6	10.8	3.9	7.5	8.3	
Déflateur du PIB	-3.8	-6.0	-29.2	-4.1	9.0	1.8	2.3	4.5	5.8	
Prix à la consommation (moyenne pour la période)	4.6	0.9	2.7	3.6	2.0	2.2	2.5	2.5	2.5	
Prix à la consommation (fin de période)	2.1	0.5	3.2	0.8	1.0	3.7	1.5	3.4	1.8	
Secteur extérieur										
Exportation, f.à.b.	-11.4	-3.9	-36.0	-15.7	35.6	34.5	1.2	5.2	7.1	
Importations, f.à.b.	1.4	26.2	14.3	-27.4	-26.2	-4.8	3.2	4.0	2.7	
Volume des exportations	-11.8	4.0	-6.3	-3.3	5.8	30.4	0.9	3.2	2.1	
Volume des importations	5.5	26.5	-11.4	-26.7	-14.9	-8.1	2.9	3.4	2.7	
Termes de l'échange (détérioration -)	1.2	-3.9	-30.4	-7.0	14.9	-0.4	0.0	1.4	4.9	
Solde des transactions courantes (pourcentage du PIB)	1.7	-11.6	-42.9	-28.5	-4.8	12.0	11.6	12.8	16.5	
Solde des transactions courantes hors pétrole (pourcentage du PIB hors pétrole)	-67.2	-76.0	-59.2	-52.7	-38.2	-37.1	-34.5	-31.2	-26.6	
Réserves de change brutes (milliard FCFA)	2,509	2,698	1,380	519	513	653	778	906	1,114	
(en mois d'importations, f.à.b.)	6.6	6.6	4.6	2.0	2.1	2.6	3.0	3.4	3.9	
(pourcentage du PIB)	36.2	38.8	27.3	11.0	9.9	11.4	13.1	14.2	16.1	
(pourcentage de passif à vue)	130	134	101	81.4	74.5	70.3	70.3	69.0	72.1	
Dettes publiques extérieures (pourcentage du PIB)	30.8	35.0	52.4	56.8	55.1	51.5	52.2	49.0	44.0	
Secteur monétaire										
Masse monétaire (variation)	0.7	13.1	-11.2	-15.4	8.5	4.4	6.1	6.2	6.3	
Credit à l'économie (variation)	16.5	27.6	13.1	8.7	13.5	10.3	7.4	7.7	3.8	
										(pourcentage du PIB)
Investissement et épargne										
Épargne nationale brute	30.9	28.5	-8.0	-4.3	13.0	30.7	30.3	31.4	34.1	
Investissement brut	29.2	40.1	34.8	24.2	17.8	18.7	18.7	18.6	17.6	
										(pourcentage du PIB non pétrolier, sauf indication contraire)
Opérations financières de l'administration centrale										
Recettes et dons	122.2	100.1	48.8	42.9	45.3	50.3	47.1	50.0	52.4	
Recettes pétrolières	89.8	68.6	17.9	13.9	14.7	19.0	15.1	17.5	17.3	
Recettes non pétrolières et dons	32.4	31.5	30.9	29.0	30.6	31.3	31.9	32.4	35.0	
Dépenses totales	126.8	118.7	79.5	69.9	45.8	45.2	45.7	44.6	43.8	
Courantes	36.9	39.1	35.3	35.8	34.4	32.5	32.8	31.0	30.6	
Investissements (prêts nets inclus)	63.1	73.5	33.4	19.1	11.4	12.7	12.9	13.6	13.2	
Solde global (déficit -, base engagements) 1/	-4.6	-18.6	-30.7	-27.0	-0.5	5.2	1.4	5.4	8.6	
Solde primaire hors pétrole 2/	-93.7	-86.8	-47.8	-39.9	-13.5	-12.4	-12.3	-10.8	-7.5	
Solde budgétaire primaire de base (déficit -) 3/	15.5	-6.7	-25.9	-22.5	4.1	10.3	3.0	6.8	10.0	
Solde primaire de base non pétrolier (- = déficit) 4/	-74.3	-75.4	-43.8	-36.4	-10.6	-8.7	-8.9	-7.6	-4.6	
Solde primaire de base non pétrolier (base caisse) 4/	-81.4	-77.0	-44.3	-37.1	-12.5	-8.7	-8.9	-7.6	-4.6	
Dettes publiques totales (pourcentage du PIB)	36.7	45.2	70.6	78.7	70.0	64.4	64.0	59.5	53.3	
										(milliards de francs CFA, sauf indication contraire)
Réserves de change brutes	2,509	2,698	1,380	519	513	653	778	906	1,114	
PIB nominal	6,927	6,960	5,056	4,715	5,169	5,728	5,950	6,397	6,929	
PIB nominal non pétrolier	2,557	2,830	3,071	3,007	2,991	3,124	3,314	3,518	3,739	
Cours mondial du pétrole (dollars EU/baril)	104	96	51	43	55	55	54	54	54	
Production pétrolière (millions de barils)	88	91	86	85	89	118	114	116	115	
Taux de change nominale (CFA/USD, moyenne de la	494	494	591	593 ..	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel (variation en pourcentage)	6.4	1.6	-5.8	3.3 ..	...	...	...	...	...

Sources : Autorités congolaises; estimations et projections des services du FMI.

1/ Dons inclus.

2/ Recettes et dons (revenu des investissements et du pétrole exclus) moins total dépenses (paiements des intérêts exclus).

3/ Recettes (revenu des investissements et dons exclus) moins dépenses totales (paiements des intérêts et investissements financés sur ressources extérieures exclus).

4/ Solde primaire de base moins recettes pétrolières.

Tableau 2. République du Congo -- Balance des paiements à moyen terme, 2013-21

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Est.	Est.	Est.	Projections					
	(Milliards de francs CFA)								
Solde des transactions courantes	117	-807	-2,168	-1,345	-246	685	692	819	1,140
<i>dont hors pétrole</i>	-1,718	-2,151	-1,819	-1,584	-1,144	-1,159	-1,145	-1,098	-996
Balance commerciale	2,392	1,663	-279	123	1,537	2,711	2,711	2,871	3,150
Exportations, f.à.b.	4,509	4,334	2,773	2,338	3,171	4,267	4,316	4,539	4,863
Secteur pétrolier	4,039	3,814	2,187	1,874	2,684	3,740	3,727	3,858	4,064
Secteur non pétrolier	470	520	586	464	487	527	589	681	799
Importations, f.à.b.	-2,117	-2,671	-3,052	-2,215	-1,634	-1,555	-1,605	-1,669	-1,714
Secteur pétrolier	-504	-593	-1,226	-820	-490	-358	-358	-358	-358
Secteur public	-943	-1,247	-616	-345	-205	-238	-256	-287	-296
Secteur privé non pétrolier	-670	-830	-1,210	-1,049	-940	-960	-991	-1,024	-1,060
Balance des services	-1,147	-1,527	-1,419	-1,041	-1,187	-980	-978	-959	-926
Secteur pétrolier	-569	-933	-827	-377	-694	-480	-480	-478	-475
Secteur non pétrolier	-578	-594	-593	-664	-493	-500	-498	-480	-451
Revenu	-1,160	-980	-518	-476	-649	-1,102	-1,099	-1,151	-1,140
Revenu du travail	-31	-27	3	9	-1	-16	-15	-16	-19
Revenu des investissements	-1,130	-953	-521	-484	-648	-1,087	-1,084	-1,134	-1,121
Transferts courants (net)	32	36	49	48	53	56	58	58	57
Compte de capital	27	32	43	40	45	47	50	49	49
Annulation de dette 1/	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons officiels	27	32	43	40	45	47	50	49	49
Compte financier	-506	820	516	70	-126	-860	-932	-883	-981
Investissement direct (net)	1,244	1,310	1,609	1,225	709	579	587	642	400
<i>dont</i> : secteur pétrolier	1,108	1,121	1,525	1,183	640	501	498	541	285
Autres investissements	-1,750	-489	-1,093	-1,156	-835	-1,439	-1,519	-1,525	-1,381
Moyen et long terme	359	172	-13	-26	-183	-133	-125	-72	-40
secteur public	340	144	-32	-44	-209	-167	-159	-115	-85
Tirages	497	324	124	105	102	131	129	130	127
Projet	497	324	124	105	102	131	129	130	127
Amortissement 2/	-157	-180	-156	-206	-254	-299	-288	-245	-211
Variation nettes des arriérés		0	0	57	-57	0	0	0	0
Secteur privé	19	28	19	18	26	34	35	43	45
Pétrolier	8	13	11	11	19	26	26	27	27
Non pétrolier	11	15	7	7	7	8	8	16	18
Court terme	-2,109	-662	-1,080	-1,130	-651	-1,306	-1,395	-1,452	-1,341
Erreurs et omissions	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Balance globale des paiements	-361	45	-1,609	-1,235	-327	-129	-190	-14	208
Financement	361	-45	1,609	1,235	4	-142	-126	-128	-208
Financement sur réserves	269	-195	1,328	880	4	-142	-126	-128	-208
FMI (net)	-2	-3	-3	-2	-1	-1	-1	0	0
Achats / Décaissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rachats / Remboursements	-2	-3	-3	-2	-1	-1	-1	0	0
Autres réserves	269	-195	1,328	880	5	-141	-126	-128	-208
Dépôts de l'État à l'étranger 3/	59	150	282	355	0	0	0	0	0
Financement exceptionnel 4/	34	0	0	0	0	0	0	0	0
Besoin de financement (- = excédent)	0	0	0	0	323	271	317	142	0

Sources : BEAC; estimations et projections des services du FMI.

1/ Rapport sur les pays No. 11/67.

2/ Inclut l'allègement de l'encours de la dette au point d'achèvement de l'initiative PPTE..

3/Les estimations des services du FMI reposent sur Les flux de financement budgétaire confirmés par les autorités.

4/Inclut l'allègement de la dette du Club de Paris et du Club de Londres, ainsi que les paiements aux créanciers en litige.

Tableau 3. République du Congo -- Opérations financières de l'État, 2013-21

	2013	2014	2015	2016		2017	2017	2018	2019	2020	2021
			Est.	LDFR	Proj. Baseline	Budget	Projections				
(Milliards de francs CFA)											
Recettes et dons	3,123	2,832	1,498	1,832	1,291	1,695	1,356	1,572	1,561	1,759	1,961
Recettes primaires	3,096	2,800	1,452	1,671	1,247	1,535	1,307	1,521	1,507	1,706	1,908
Recettes pétrolières	2,295	1,942	550	580	419	476	440	594	500	616	648
Recettes non pétrolières	801	857	902	1,091	828	1,059	867	928	1,007	1,090	1,260
Impôts sur les revenus et profits	321	360	389	448	355	418	365	391	421	454	561
Taxes sur les biens et services	296	333	359	413	327	386	341	359	388	419	456
Taxes sur le commerce international	148	155	148	200	126	210	131	143	159	175	194
Recettes non fiscales	36	10	6	30	21	45	30	34	40	42	49
Revenu des investissements	1	1	3	5	3	4	4	4	4	4	4
Dons	27	32	43	156	40	156	45	47	50	49	49
Dépenses et prêts nets	3,242	3,360	2,441	2,469	2,103	2,122	1,370	1,411	1,514	1,569	1,638
Dépenses courantes	943	1,106	1,085	1,119	1,077	1,143	1,029	1,014	1,087	1,091	1,144
Salaires	275	323	356	410	380	451	383	391	394	408	426
Autres dépenses courantes	650	743	690	672	651	650	579	564	632	625	660
Biens et services	257	338	249	249	248	252	221	228	242	250	265
Transferts	264	303	256	371	326	360	320	297	348	331	348
Charges communes	98	103	185	53	77	38	38	39	42	44	47
Collectivités locales	32	25	10	14	12	15	12	9	10	7	7
Intérêts	18	15	28	23	34	28	54	50	51	51	50
Dépenses d'investissement	1,612	2,079	1,027	1,350	576	978	341	397	427	478	494
Financées sur ressources propres	1,089	1,724	860	855	430	293	209	234	265	317	337
Financées sur ressources extérieures	523	355	167	495	146	686	132	162	162	162	157
Dépenses hors budget	687	175	330		450		0	0	0	0	0
Ressources Chine	687	175	330		355		0	0	0	0	0
Autres	0	0	0		95		0	0	0	0	0
Prêts nets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde primaire hors pétrole 1/	-2,396	-2,456	-1,468	-1,200	-1,201	-879	-403	-387	-407	-379	-279
Solde globale, base engagements											
Dons exclus	-146	-559	-986	-794	-853	-583	-59	115	-3	140	274
Dons inclus	-119	-528	-943	-638	-812	-427	-14	161	47	190	323
Variation des arriérés	-181	-47	-15		-22	0	-56	0	0	0	0
Extérieurs	0	0	0	0	56	0	-56	0	0	0	0
Intérieurs	-180	-47	-15		-78	0	0	0	0	0	0
Solde globale, base caisse	-119	-528	-943	-638	-756	-427	-70	161	47	190	323
Financement	119	528	943	638	756	427	-253	-432	-363	-332	-323
Extérieur (net)	433	295	250	409	250	559	-152	-167	-159	-115	-85
Tirages	497	324	124	339	105	530	102	131	129	130	127
Amortissement échu	-157	-180	-156	-281	-210	-340	-254	-299	-288	-245	-211
Eurobond issue	0	0	0	300	0	341	0	0	0	0	0
Autres	59	150	282	50	355	28	0	0	0	0	0
Dépôts à l'étranger 4/	59	150	282	0	355	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	50	0	28	0	0	0	0	0
Intérieur (net)	-314	233	693	230	506	-132	-101	-265	-204	-216	-238
Dépôts à la BEAC	81	326	831	724	494	50	-7	-167	-95	-120	-143
Banques commerciales	-54	16	-8	379	117	0	0	-48	-48	-48	-48
Financement non bancaire	-341	-107	-141	-874	-105	-10	-94	-49	-61	-49	-47
Besoin de financement (- = excédent)	0	0	0	0	0	0	323	271	317	142	0
Pour mémoire											
Solde budgétaire de base 5/	378	-204	-819	-298	-707	103	73	277	159	302	431
Solde budgétaire de référence 6/	-247	-260	-138	-200	-173	-142	85	0	-7	22	108
Stock de dépôts du gouvernement	1,324	982	159	-451	-451	-442	-442	-226	-82	86	277
PIB aux prix courants du marché	6,927	6,960	5,056	4,715	4,715	5,169	5,169	5,728	5,950	6,397	6,929
PIB non pétrolier aux prix courants du marché	2,557	2,830	3,071	3,007	3,007	2,991	2,991	3,124	3,314	3,518	3,739

Sources : autorités congolaises; estimations et projections des services du FMI.

1/ Recettes et dons (revenu des investissements et recettes pétrolières exclus) moins dépenses totales (paiements des intérêts exclus).

2/ Recettes (revenu des investissements et dons exclus) moins dépenses totales (paiements des intérêts et investissements financés sur ressources extérieures exclus).

3/ Solde primaire de base moins recettes pétrolières.

4/ Estimations du FMI basées sur des données préliminaires.

5/ Solde budgétaire global, dons et investissements financés sur ressources extérieures exclus.

6/ Solde budgétaire global réduit du montant de l'épargne financière des ressources pétrolières correspondant aux 20% des recettes pétrolières de l'année en cours, ajusté en fonction de la variation des recettes pétrolières (i.e. 80% de la variation des recettes pétrolières par rapport à la moyenne des trois années précédentes).

Tableau 4. République du Congo -- Opérations financières de l'État, 2013–21

	2013	2014	2015	2016		2017	2017	2018	2019	2020	2021
			Est.	LDFR	Proj. Baseline	Budget	Projections				
	(Pourcentage du PIB non pétrolier)										
Recettes et dons	122.2	100.1	48.8	60.9	42.9	56.7	45.3	50.3	47.1	50.0	52.4
Recettes primaires	121.1	98.9	47.3	55.5	41.5	51.3	43.7	48.7	45.5	48.5	51.0
Recettes pétrolières	89.8	68.6	17.9	19.3	13.9	15.9	14.7	19.0	15.1	17.5	17.3
Recettes non pétrolières	31.3	30.3	29.4	36.3	27.5	35.4	29.0	29.7	30.4	31.0	33.7
Impôts sur les revenus et profits	12.6	12.7	12.7	14.9	11.8	14.0	12.2	12.5	12.7	12.9	15.0
Taxes sur les biens et services	11.6	11.8	11.7	13.7	10.9	12.9	11.4	11.5	11.7	11.9	12.2
Taxes sur le commerce international	5.8	5.5	4.8	6.7	4.2	7.0	4.4	4.6	4.8	5.0	5.2
Recettes non fiscales	1.4	0.3	0.2	1.0	0.7	1.5	1.0	1.1	1.2	1.2	1.3
Revenu des investissements	0.0	0.0	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Dons	1.1	1.1	1.4	5.2	1.3	5.2	1.5	1.5	1.5	1.4	1.3
Dépenses et prêts nets	126.8	118.7	79.5	82.1	69.9	70.9	45.8	45.2	45.7	44.6	43.8
Dépenses courantes	36.9	39.1	35.3	37.2	35.8	38.2	34.4	32.5	32.8	31.0	30.6
Salaires	10.7	11.4	11.6	13.6	12.6	15.1	12.8	12.5	11.9	11.6	11.4
Autres dépenses courantes	25.4	26.3	22.5	22.4	21.6	21.7	19.4	18.1	19.1	17.8	17.7
Biens et services	10.0	11.9	8.1	8.3	8.2	8.4	7.4	7.3	7.3	7.1	7.1
Transferts	10.3	10.7	8.3	12.3	10.8	12.0	10.7	9.5	10.5	9.4	9.3
Charges communes	3.8	3.6	6.0	1.8	2.6	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Collectivités locales	1.2	0.9	0.3	0.5	0.4	0.5	0.4	0.3	0.3	0.2	0.2
Intérêts	0.7	0.5	0.9	0.8	1.1	0.9	1.8	1.6	1.5	1.5	1.3
Dépenses d'investissement	63.1	73.5	33.4	44.9	19.1	32.7	11.4	12.7	12.9	13.6	13.2
Financées sur ressources propres	42.6	60.9	28.0	28.4	14.3	9.8	7.0	7.5	8.0	9.0	9.0
Financées sur ressources extérieures	20.5	12.6	5.4	16.5	4.8	22.9	4.4	5.2	4.9	4.6	4.2
Dépenses hors budget	26.9	6.2	10.7	0.0	15.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Ressources Chine	26.9	6.2	10.7		11.8		0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres	0.0	0.0	0.0		3.2		0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prêts nets	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde primaire hors pétrole 1/	-93.7	-86.8	-47.8	-39.9	-39.9	-29.4	-13.5	-12.4	-12.3	-10.8	-7.5
Solde globale, base engagements											
Dons exclus	-5.7	-19.8	-32.1	-26.4	-28.4	-19.5	-2.0	3.7	-0.1	4.0	7.3
Dons inclus	-4.6	-18.6	-30.7	-21.2	-27.0	-14.3	-0.5	5.2	1.4	5.4	8.6
Variations des arriérés	-7.1	-1.7	-0.5	0.0	-0.7	0.0	-1.9	0.0	0.0	0.0	0
Extérieurs	0.0	0.0	0.0	0.0	1.9	0.0	-1.9	0.0	0.0	0.0	0
Intérieurs	-7.0	-1.7	-0.5	0.0	-2.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0
Solde globale, base caisse	-4.7	-18.6	-30.7	-21.2	-25.1	-14.3	-2.3	5.2	1.4	5.4	8.6
Financement	4.7	18.6	30.7	21.2	25.1	14.3	-8.5	-13.8	-11.0	-9.4	-8.6
Extérieur (net)	16.9	10.4	8.1	13.6	8.3	18.7	-5.1	-5.4	-4.8	-3.3	-2.3
Tirages	19.4	11.5	4.0	11.3	3.5	17.7	3.4	4.2	3.9	3.7	3.4
Amortissement échu	-6.1	-6.3	-5.1	-9.3	-7.0	-11.4	-8.5	-9.6	-8.7	-7.0	-5.7
Rééchelonnement obtenu	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0
Annulation de dette	1.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0
Autres	2.3	5.3	9.2	1.7	11.8	0.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépôts à l'étranger 4/	2.3	5.3	9.2	0.0	11.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prêts	0.0	0.0	0.0	1.7	0.0	0.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Intérieur (net)	-12.3	8.2	22.6	7.6	16.8	-4.4	-3.4	-8.5	-6.2	-6.2	-6.4
Système bancaire (net)	1.1	12.0	27.2	30.5	20.3	-4.1	-0.2	-6.9	-4.3	-4.8	-5.1
Dépôts à la BEAC	3.2	11.5	27.1	24.1	16.4	1.7	-0.2	-5.4	-2.9	-3.4	-3.8
Banques commerciales	-2.1	0.6	-0.3	12.6	3.9		0.0	-1.5	-1.5	-1.4	-1.3
Financement non bancaire	-13.3	-3.8	-4.6	-29.0	-3.5	-0.3	-3.1	-1.6	-1.8	-1.4	-1.3
Besoin de financement (- = excédent)	0	0	0	0.0	0.0	0.0	10.8	8.7	9.6	4.0	0.0
Pour mémoire	(Pourcentage du PIB)										
Recettes et dons	45.1	40.7	29.6	38.8	27.4	32.8	26.2	27.4	26.2	27.5	28.3
Revenu primaire	44.7	40.2	28.7	35.4	26.5	29.7	25.3	26.6	25.3	26.7	27.5
Recettes pétrolières	33.1	27.9	10.9	12.3	8.9	9.2	8.5	10.4	8.4	9.6	9.4
Recettes non pétrolières	11.6	12.3	17.8	23.1	17.6	20.5	16.8	16.2	16.9	17.0	18.2
Dépenses totales	46.8	48.3	48.3	52.4	44.6	41.0	36.0	24.6	25.5	24.5	23.6
Dépenses courantes	13.6	15.9	21.4	23.7	22.8	22.1	19.9	17.7	18.3	17.1	16.5
Dépenses d'investissement	23.3	29.9	20.3	28.6	12.2	18.9	6.6	6.9	7.2	7.5	7.1
Dépenses hors budget	9.9	2.5	6.5	0.0	9.6	0.0	9.6	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde budgétaire de base 5/	5.5	-2.9	-16.2	-6.3	-15.0	2.0	1.4	4.8	2.7	4.7	6.2
Solde budgétaire primaire de base	5.7	-2.7	-15.7	-6.0	-14.4	2.5	2.4	5.6	1.6	3.8	5.4
dont : Solde budgétaire prim. de base non prêt	-27.4	-30.6	-26.6	-18.2	-23.2	-6.8	-6.1	-4.7	-4.9	-4.2	-2.5
Solde budgétaire de référence 6/	-9.7	-9.2	-4.5	-6.6	-5.7	-4.7	2.9	0.0	-0.2	0.6	2.9
Solde globale, base caisse	-1.7	-7.6	-18.7	-13.5	-16.0	-8.3	-1.4	2.8	0.8	3.0	4.7

Sources: Autorités congolaises et estimations et projections des services du FMI.

1/ Recettes et dons (revenu des investissements et recettes pétrolières exclus) moins dépenses totales (paiements des intérêts exclus).

2/ Recettes (revenu des investissements et dons exclus) moins dépenses totales (paiements des intérêts et investissements financés sur ressources extérieures exclus).

3/ Solde primaire de base moins recettes pétrolières.

4/ Estimations du FMI basées sur des données préliminaires.

5/ Solde budgétaire global, dons et investissements financés sur ressources extérieures exclus.

6/ Solde budgétaire global réduit du montant de l'épargne financière des ressources pétrolières correspondant aux 20% des recettes pétrolières de l'année en cours, ajusté en fonction de la variation des recettes pétrolières (i.e. 80 % de la variation des recettes pétrolières par rapport à la moyenne des trois années précédentes).

Tableau 5. République du Congo -- Situation monétaire, 2013-17

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
					Projections					
Situation monétaire (Milliards de francs CFA)										
Avoirs extérieurs nets	3,000	2,768	1,546	461	471	637	801	986	1,267	
Banque centrale	2,406	2,601	1,274	393	389	530	655	783	991	
Dépôts des banques créatrices de monnaie	594	166	272	68	82	107	145	203	276	
Avoirs intérieurs nets	-680	-143	784	1,510	1,669	1,598	1,569	1,530	1,407	
Crédit intérieur net	-542	24	998	1,697	1,856	1,785	1,756	1,717	1,594	
Crédit net au secteur public	-1,332	-984	-142	459	450	233	89	-79	-270	
Crédit net à l'État	-1,324	-982	-159	451	442	226	82	-86	-277	
Banque centrale	-1,278	-952	-121	373	364	196	100	-20	-163	
Crédit à l'économie	790	1,008	1,140	1,239	1,406	1,552	1,667	1,796	1,864	
Autres postes, net	-138	-167	-213	-187	-187	-187	-187	-187	-187	
Masse monétaire large	2,320	2,625	2,330	1,972	2,140	2,235	2,370	2,516	2,674	
Circulation fiduciaire	623	667	622	511	555	580	615	652	694	
Dépôts à vue	1,318	1,567	1,320	1,074	1,203	1,256	1,333	1,415	1,504	
Dépôts à terme	326	343	338	352	382	399	423	449	477	
(Variations en pourcentage de la masse monétaire large du début de période)										
Avoirs extérieurs nets	-4.2	-10.0	-46.5	-46.5	0.5	7.8	7.4	7.8	11.2	
Avoirs intérieurs nets	4.9	23.2	35.3	31.2	8.0	-3.3	-1.3	-1.7	-4.9	
Crédit intérieur net	5.5	24.4	37.1	30.0	8.0	-3.3	-1.3	-1.7	-4.9	
Crédit net à l'État	1.1	14.7	31.3	26.2	-0.5	-10.1	-6.4	-7.1	-7.6	
Crédit au secteur privé	4.9	8.8	3.5	3.3	8.5	6.6	4.9	5.2	2.5	
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)										
Monnaie au sens large	0.7	13.1	-11.2	-15.4	8.5	4.4	6.1	6.2	6.3	
Monnaie centrale	-14.0	44.7	-30.2	-33.2	-4.7	-3.7	4.2	1.0	8.7	
Vitesse de circulation de la monnaie										
PIB non pétrolier/ M2 fin de période	1.1	1.1	1.3	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	
(Pourcentage)										
Croissance totale du PIB	-0.6	0.5	-27	-6.8	9.6	10.8	3.9	7.5	8.3	
Croissance du PIB non pétrolier	11.1	10.7	8.5	-2.1	-0.5	4.4	6.1	6.2	6.3	
Crédit au secteur privé/PIB non pétrolier	30.5	34.8	35.1	38.4	44.2	46.8	47.5	48.2	47.0	

Sources : BEAC; estimations et projections des services du FMI.